



CHAPITRE 125

Loi modifiant la charte de Les petites sœurs franciscaines de Marie

[Sanctionnée le 17 juin 1965]

CHAPTER 125

An Act to amend the charter of Les petites sœurs franciscaines de Marie

[Assented to 17th June 1965]

Préambule.

ATTENDU que la corporation « Les petites sœurs franciscaines de Marie » a, par sa pétition, représenté :

Qu'elle a été constituée en corporation sous le nom de Les petites sœurs franciscaines de Marie en vertu de la loi 61 Victoria, chapitre 90;

Que des pouvoirs plus étendus et certains privilèges lui ont été accordés par la loi 2 George VI, chapitre 131;

Que la corporation a besoin de nouveaux pouvoirs qui répondraient mieux à ses besoins et lui permettraient de mieux atteindre ses fins;

Que la congrégation religieuse « Les Petites Sœurs Franciscaines de Marie », ci-après appelée la « congrégation », a donné son accord à la présentation de la pétition suivant la résolution de son conseil général du 24 décembre 1964;

Que Son Eminence le Cardinal Maurice Roy, archevêque catholique romain de l'archidiocèse de Québec, où se trouve la maison-mère de la congrégation, a donné son assentiment à la pétition;

Attendu qu'il y a lieu de faire droit à la demande que comporte la pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

WHEREAS "Les petites sœurs franciscaines de Marie" has, by its petition, represented:

That it was incorporated under the name of Les petites sœurs franciscaines de Marie by the act 61 Victoria, chapter 90;

That greater powers and certain privileges were granted to it by the act 2 George VI, chapter 131;

That the corporation requires further powers more suitable to its needs and the better to enable it to attain its objects;

That the religious congregation "Les Petites Sœurs Franciscaines de Marie", hereinafter called the "congregation", has consented to the presentation of the petition by resolution of its general council of the 24th of December 1964;

That His Eminence Maurice Cardinal Roy, Roman Catholic Archbishop of the archdiocese of Quebec where the mother house of the congregation is situated, has consented to the petition;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1898, c. 90, a. 1, remp.

1. L'article 1 de la loi 61 Victoria, chapitre 90, est remplacé par le suivant :

1. Section 1 of the act 61 Victoria, chapter 90, is replaced by the following:

1898, c. 90, s. 1, replaced.

Change-
ment de
nom.

« 1. a) La corporation déjà existante sous le nom de Les petites sœurs franciscaines de Marie, ci-après appelée « la corporation », a pour nom « Les Petites Franciscaines de Marie ».

Membres.

b) Les personnes qui sont ou deviendront membres de la congrégation et qui sont ou seront attachées à une maison de la congrégation dans la province de Québec sont membres de droit de la corporation, mais seulement tant qu'elles y demeurent ainsi attachées et qu'elles restent membres de la congrégation. »

1898, c.
90, a. 2,
rempl.

2. L'article 2 de la loi 61 Victoria, chapitre 90, remplacé par l'article 1 de la loi 2 George VI, chapitre 131, est de nouveau remplacé par le suivant:

Pouvoirs,
etc.

« 2. La corporation a les pouvoirs, droits et privilèges des corporations ordinaires et elle peut spécialement:

a) avoir un sceau et le modifier à volonté;

b) ester en justice;

c) acquérir, établir, maintenir, administrer et gérer toute œuvre ou entreprise en relation avec ses fins;

d) acquérir, établir, posséder, maintenir, administrer et gérer des maisons d'éducation, établissements d'enseignement, résidences de religieuses, juvénats, noviciats, scolasticats, chapelles, centres récréatifs, bibliothèques, terrains de jeux, maisons de retraites, hospices, refuges, maisons de repos, orphelinats, ouvriers et asiles;

e) s'obliger et obliger autrui envers elle par tout mode légal, et spécialement par lettre de change, billet ou effet négociable;

f) emprunter de l'argent par tout mode reconnu par la loi;

g) hypothéquer ou nantir ses immeubles, donner en gage ou autrement grever d'une charge ses biens meubles pour garantir le remboursement de ses emprunts ou l'exécution de ses obligations;

h) émettre des obligations ou d'autres titres ou valeurs, et les vendre, les échanger, les nantir ou les mettre en gage;

i) nonobstant les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage, sans dépossession, des biens meubles et immeubles, présents et futurs, pour as-

« 1. (a) The corporation already existing under the name of Les petites sœurs franciscaines de Marie, hereinafter called "the corporation", shall have the name of "Les Petites Franciscaines de Marie".

(b) The persons who are or shall become members of the congregation and who are or shall be assigned to a house of the congregation in the province of Quebec, shall be members of right of the corporation, but only as long as they remain so assigned and continue to be members of the congregation."

2. Section 2 of the act 61 Victoria, chapter 90, replaced by section 1 of the act 2 George VI, chapter 131, is again replaced by the following:

« 2. The corporation shall have the powers, rights and privileges of ordinary corporations and may, in particular:

(a) have a seal and alter it at will;

(b) appear before the courts;

(c) acquire, establish, maintain, administer and manage any work or undertaking related to its objects;

(d) acquire, establish, possess, maintain, administer and manage educational and teaching establishments, residences for nuns, juvenates, novitiates, scholasticates, chapels, recreational centres, libraries, playgrounds, retreats, hospices, refuges, rest homes, orphanages, work-rooms and asylums;

(e) bind itself and bind others towards it in any legal manner and especially by bill of exchange, note or other negotiable instrument;

(f) borrow money by any method recognized by law;

(g) hypothecate or pledge its immovables, give in security or otherwise encumber its moveable property to secure the payment of its loans or the carrying out of its obligations;

(h) issue bonds or other titles of indebtedness or securities, and sell, exchange, mortgage or pledge the same;

(i) notwithstanding the provisions of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge, while retaining possession thereof, moveable and immovable property,

sur le paiement des obligations ou valeurs émises, donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins, et constituer telle hypothèque, tel nantissement ou tel gage par acte de fidéicommiss conformément à la Loi des pouvoirs spéciaux des corporations ou à toute loi pouvant remplacer cette dernière;

j) placer ses fonds de toute manière jugée appropriée, soit en son nom, soit au nom de fiduciaires;

k) aider toute personne poursuivant une fin similaire à l'une ou l'autre des fins de la corporation, lui céder tout bien gratuitement ou contre valeur, lui prêter de l'argent, cautionner ou garantir ses obligations ou ses engagements;

l) accepter tout don, legs ou libéralité;

m) acquérir, posséder, administrer et aliéner tous biens meubles ou immeubles, par tous les modes légaux et à tout titre;

n) établir et maintenir des cimetières ou des caveaux dans ses chapelles pour y déposer la dépouille mortelle de ses membres, de ses bienfaiteurs ou de toute personne liée à la corporation par quelque relation que ce soit, en se conformant à la Loi des inhumations et exhumations et faire tenir des registres de l'état civil pour les inhumations et exhumations par le ministre du culte désigné par le clerc exerçant la fonction d'évêque catholique romain du diocèse où se trouve le siège social de la corporation;

o) ériger, détenir, réparer, aménager, améliorer, transformer et utiliser toutes constructions et tous ouvrages utiles à la poursuite de ses fins, qu'il s'agisse d'immeubles dont la corporation est propriétaire ou d'immeubles dont elle a seulement la jouissance, et contribuer ou aider, de toute manière, à l'érection, à l'aménagement et à l'entretien de tels ouvrages et constructions;

p) pourvoir à la formation, à l'instruction, à la subsistance et à l'entretien de ses membres, des personnes à son service et de celles qui sont en relation avec elle;

q) disposer, à titre gratuit ou à titre onéreux et à sa seule discrétion, de l'une ou l'autre de ses entreprises ou de ses œuvres;

r) conclure avec toute autorité publique des arrangements de nature à aider la corporation à poursuivre ses fins, les mettre

present and future, in order to secure the payment of the bonds or securities issued, give a part only of such guarantees for the same objects, and constitute such hypothec, mortgage or pledge by deed of trust in accordance with the Special Corporate Powers Act or any act that may replace the latter;

(j) invest its funds in any manner deemed suitable, either in its own name or in the name of trustees;

(k) assist any person pursuing any object similar to any of its own, cede any property, gratuitously or for value, and make loans to such person, and secure or guarantee the obligations and engagements of such person;

(l) accept any gift, legacy or liberality;

(m) acquire, possess, administer and alienate all moveable or immoveable property, by all legal methods and under any title;

(n) establish and maintain cemeteries or vaults in its chapels for the disposal of the mortal remains of its members, benefactors or any person connected in any way with the corporation, in conformity with the Burial Act and cause registers of civil status to be kept for such burials and disenterments by the minister of religion designated by the clergyman acting as Roman Catholic bishop of the diocese where the corporate seat of the corporation is situated;

(o) erect, hold, repair, equip, improve, transform and utilize any buildings and works suitable for the pursuit of its objects, whether the corporation owns the immoveables concerned or has only the enjoyment thereof; and contribute to or aid in any manner in the erection, equipment and maintenance of such works and buildings;

(p) provide for the education, instruction, sustenance and support of its members, of persons in its service, and of those connected with it;

(q) dispose, by gratuitous or onerous title, and at its sole discretion, of any of its undertakings or works;

(r) make with any public authority arrangements calculated to further the pursuit of the ends of the corporation,

en œuvre, exercer les droits et privilèges qui en résultent et remplir les obligations qui en découlent;

s) approuver, demander et obtenir tout statut, ordonnance, ordre, règlement ou autorisation ou disposition législative ou administrative, qui serait de nature à lui profiter, directement ou indirectement, et s'opposer à toute procédure ou demande qui pourrait être de nature à lui nuire directement ou indirectement;

t) conclure avec toute personne, société ou corporation exploitant ou se proposant d'exploiter des entreprises, des œuvres ou des affaires qui peuvent lui être profitables, des conventions établissant les termes et modalités de l'association de la corporation avec ces personnes; faire partie de tout groupe, devenir membre de toute association ou corporation, ou devenir actionnaire de toute compagnie exploitant des entreprises, des œuvres ou des affaires qui peuvent aider la corporation à exercer ses pouvoirs;

u) s'associer à toute corporation qui s'adonne à des entreprises, des œuvres ou des affaires qui présentent quelque relation avec les fins de la corporation;

v) accomplir toutes autres choses qui se rattachent ou sont propres à la poursuite de ses fins et à l'exercice de ses pouvoirs. »

1898, c.
90, aa. 3
à 6, remp.

3. Les articles 3, 4, 5 et 6 de la loi 61 Victoria, chapitre 90, sont remplacés par les suivants:

Siège
social.

« **3.** Le siège social de la corporation est en la ville de Baie Saint-Paul.

Fins.

« **4.** Les fins de la corporation sont la religion, la charité, l'enseignement et l'éducation.

Immeu-
bles non
utilisés.

« **5.** La corporation doit disposer dans un délai raisonnable des immeubles qui, pendant une période de sept années consécutives, n'auront pas été utilisés pour la poursuite de ses fins.

Régle-
menta-
tion.

« **6.** La corporation peut, avec l'autorisation préalable de son conseil de consultants ci-après mentionné, établir, modifier et abroger des règlements concernant:

a) sa régie interne;

carry out the same and exercise the rights and privileges and fulfil the obligations resulting therefrom;

(s) approve, solicit and obtain any statute, ordinance, order, regulation or authorization or provision, legislative or administrative, which may seem calculated to benefit it directly or indirectly, and oppose any proceeding or application of such a nature as directly or indirectly to prejudice its interests;

(t) make with any person, society or corporation carrying on or intending to carry on enterprises, works or activities which may be advantageous to it, agreements as to the terms and conditions of association by the corporation with such persons; join any group or become a member of any association or corporation or become a shareholder of any company pursuing undertakings, works or activities calculated to assist it in the exercise of its powers;

(u) associate itself with any corporation pursuing undertakings, works or activities connected with its objects;

(v) do any other things related or conducive to the pursuit of its objects and the exercise of its powers."

3. Sections 3, 4, 5 and 6 of the act 61 1898, c. 90, ss. 3 to 6, are replaced by the following:

« **3.** The corporate seat of the corporation shall be in the town of Baie Saint Paul. Corporate seat.

« **4.** The objects of the corporation shall be religion, charity, instruction and education. Objects.

« **5.** The corporation must dispose, within a reasonable time, of immovables which, for a period of seven consecutive years, have not been used for the pursuit of its objects. Immovables not used.

« **6.** The corporation, with the previous authorization of its council of advisers hereinafter mentioned, may make, amend and repeal by-laws respecting:

(a) its internal management; By-laws.

b) la nomination, les fonctions, les devoirs et les pouvoirs de ses officiers, agents et serviteurs;

c) la constitution, la nomination et la régie de comités exécutifs, de comités spéciaux, d'organismes, de titulaires qui peuvent être constitués ou nommés pour la poursuite de ses fins;

d) la gestion, l'administration, l'usage et les dispositions de ses biens, de ses œuvres et de ses entreprises;

e) la poursuite de ses fins. »

1898, c.
90, s. 7,
remp.

4. L'article 7 de la loi 61 Victoria, chapitre 90, remplacé par l'article 2 de la loi 2 George VI, chapitre 131, est de nouveau remplacé par le suivant:

Fonda-
tions.

« **7.** La corporation peut accepter des fondations pour des fins religieuses, charitables, éducatives ou d'assistance, et, par conséquent, recevoir à titre de dépositaire légal ou de ministre fiduciaire, de légataire ou de donataire, les biens donnés ou transmis par donation, testament ou autre mode de transmission par le fondateur, et s'obliger à exécuter les charges établies par ce dernier, la corporation n'étant tenue de leur exécution que sur les biens de la fondation et non sur son patrimoine personnel.

Patrimoi-
ne dis-
tinct.

Les biens de chaque fondation forment un patrimoine distinct qui doit être géré et administré séparément et pour lequel la corporation doit tenir une comptabilité distincte. La corporation exerce sur chacun de ces patrimoines les droits du propriétaire absolu et elle peut employer un sceau particulier pour chacun.

Autorisa-
tion pour
accepter.

La corporation doit être spécialement autorisée par le clerc exerçant la fonction d'évêque catholique romain du diocèse dans lequel se trouve le siège social de la corporation, avant d'accepter de telles fondations; elle ne peut placer les biens de ces fondations qu'avec l'autorisation de ce clerc, et elle doit les administrer sous sa surveillance. »

1898, c.
90, s. 11,
remp.

5. L'article 11 de la loi 61 Victoria, chapitre 90, est remplacé par le suivant:

Dots.

« **11.** Les dots constituées par ses membres ou pour ses membres, tant qu'elles ne sont pas devenues la propriété

(b) the appointment, functions, duties and powers of its officers, agents and servants;

(c) the constitution, appointment and management of executive committees, special committees, boards or officers who or which may be constituted or appointed for the pursuit of its objects;

(d) the management, administration, use and disposal of its property, works and undertakings;

(e) the pursuit of its objects." »

4. Section 7 of the act 61 Victoria, 1898, c. 90, s. 7, replaced by section 2 of the act 2 George VI, chapter 131, is again replaced by the following:

« **7.** The corporation may accept endowments for religious, charitable, educational or welfare purposes and consequently receive, as legal depositary, fiduciary agent, legatee or donee, the property given or transferred by gift, will or otherwise by the founder, and bind itself to carry out the charges established by the latter, the corporation being bound to carry out the same with the property of the endowment only and not with its personal assets.

Endow-
ments.

The property of each endowment shall constitute a distinct patrimony which must be managed and administered separately, and for which the corporation shall keep separate accounts. The corporation shall exercise the rights of absolute owner in respect of each such patrimony and may use a special seal for each.

Distinct
patrimony.

The corporation must be specially authorized by the clergyman acting as Roman Catholic bishop of the diocese where the corporate seat of the corporation is situated before accepting such endowments; it may invest the property thereof only with the authorization of such clergyman and must administer the same under his supervision." »

Author-
ization to
accept.

5. Section 11 of the act 61 Victoria, 1898, c. 90, s. 11, replaced by the following:

« **11.** Settlements constituted by or for its members, as long as they have not become the permanent property of the

Settle-
ments.

définitive de la corporation, sont considérées comme des fondations faites sous le régime de l'article 7. »

corporation, shall be considered as endowments made under section 7."

1898, c. 90, s. 13, remp. **6.** L'article 13 de la loi 61 Victoria, chapitre 90, est remplacé par les suivants:

6. Section 13 of the act 61 Victoria, 1898, c. 90, s. 13, replaced.

Change-
ment de
nom ou de
siège
social.

« **13.** La corporation, du consentement de son conseil de consultants et du secrétaire de la province, peut changer son nom ou le lieu de son siège social, qui doit toujours être fixé dans la province. Une telle modification entre en vigueur le sixantième jour suivant la publication d'un avis à cet effet dans la *Gazette officielle de Québec*.

Change of
name, etc.
"13. With the consent of its council of advisers and of the Provincial Secretary, the corporation may change its name or the location of its corporate seat, which must always be located in the Province. Such change shall come into force on the sixtieth day after the publication of a notice to that effect in the *Quebec Official Gazette*.

Fonds
d'amortis-
sement.

« **14.** La corporation doit établir un fonds d'amortissement pour toutes ses émissions de bons, d'obligations ou de valeurs qui ne sont pas remboursables par annuités.

Sinking-
fund.
"14. The corporation must establish a sinking-fund for all its issues of bonds, debentures or securities not payable by annual instalments.

Copie de
tout acte
de fiducie.

La corporation doit garder à son siège social une copie authentique de tout acte de fiducie qu'elle a passé et toute personne intéressée peut au besoin et sans frais en prendre communication et même en prendre des extraits.

Copy of
trust
deed.
The corporation must keep at its corporate seat an authentic copy of every trust deed to which it has become a party and any person interested may refer to such copy and even make extracts therefrom at any time and without cost.

Activités
des
membres.

« **15.** Tout membre de la corporation peut mettre ses activités au service de la corporation ou de toute corporation constituée en vertu des dispositions de la présente loi et en arrêter les conditions par une convention qui, nonobstant toute loi à ce contraire, produit ses effets tant qu'il reste membre de la corporation.

Activities
of
members.
"15. Any member of the corporation may engage her activities in the service of the corporation or of any corporation created under this act and determine the conditions thereof, by an agreement which shall have effect notwithstanding any law to the contrary as long as she remains a member of the corporation.

Désigna-
tion des
membres.

« **16.** Tout membre de la corporation peut se désigner et être désigné sous le nom qu'il porte en religion.

Designa-
tion of
members.
"16. Any member of the corporation may designate herself and be designated by the name she bears in religion.

Demande
de disso-
lution par
membre,
prohibée,
etc.

« **17.** Aucun membre de la corporation ne peut en demander la dissolution, ni réclamer de la corporation ou de toute corporation constituée en vertu de la présente loi, même s'il cesse d'en être membre, quelque compensation pour le travail accompli au service ou au bénéfice de l'une ou de l'autre.

Members'
rights re-
stricted.
"17. No member of the corporation can demand its dissolution or claim from it, or from any corporation constituted under this act, even on ceasing to be a member thereof, any compensation for work done in the service or for the benefit of either.

Représen-
tation des
membres
par corpo-
ration.

« **18.** La corporation représente ses membres et peut en son nom, mais pour leur bénéfice, exercer leurs droits civils se rapportant aux biens qu'ils peuvent pos-

Corpo-
ration re-
presents
members.
"18. The corporation represents its members and may in its name, but for their benefit, exercise their civil rights respecting the property they may own or

séder ou acquérir; elle peut tant en demande qu'en défense ou en toute autre qualité:

a) exercer en justice leurs recours;

b) de sa propre autorité et en tout état de cause, reprendre l'instance instituée par eux malgré leur capacité de la continuer.

Recours.

La corporation peut aussi exercer à son bénéfice et conjointement avec les autres bénéficiaires, s'il en existe, les recours prévus par la loi au cas de décès accidentel d'un de ses membres.

acquire; it may, either as plaintiff or as defendant or in any other capacity:

(a) exercise their judicial recourse;

(b) of its own motion and at any stage of the proceedings, continue any suit commenced by them, despite their capacity to continue the same.

The corporation may also exercise for its benefit and in conjunction with the other beneficiaries, if any, the recourses provided by law in case of the accidental death of any of its members.

Certain recourses.

Supérieure générale.

« 19. Les droits et pouvoirs de la corporation sont exercés par la religieuse qui remplit la charge de supérieure générale de la congrégation.

Autorisation par le conseil de consultants.

Cependant la corporation doit être préalablement autorisée par son conseil de consultants pour exercer son pouvoir de réglementation prévu à l'article 6 et pour poser les actes assujettis par la présente loi et par ses règlements à une telle autorisation.

Membres de ce conseil.

Les religieuses exerçant à l'occasion la fonction de membres du conseil général de la congrégation ainsi que les membres qui seront à l'occasion désignés comme consultants par la corporation conformément à ses règlements, sont membres de ce conseil de consultants.

« 19. The rights and powers of the corporation shall be exercised by the nun holding the office of superior general of the congregation.

Superior general.

The corporation must however previously be authorized by its council of advisers to exercise the power to make by-laws, enacted in section 6, or to perform any acts which, by this act or the by-laws of the corporation, are subject to such authorization.

Authorization by council of advisers.

The nuns acting for the time being as members of the general council of the congregation, as well as the members appointed from time to time as advisers by the corporation in accordance with its by-laws, shall be members of the council of advisers.

Members of such council.

Déclaration.

« 20. La corporation doit produire au greffe de la Cour supérieure du district judiciaire dans lequel se trouve son siège social une déclaration contenant les renseignements énumérés au paragraphe 2 de l'article 1 de la Loi des déclarations des compagnies et sociétés; la corporation doit aussi faire une déclaration de même nature dans les cas visés à l'article 2 de la dite loi.

« 20. The corporation shall file in the office of the Superior Court of the judicial district where its corporate seat is situated a declaration containing the information provided for in subsection 2 of section 1 of the Companies and Partnerships Declaration Act; the corporation shall also make a similar declaration in the cases contemplated in section 2 of the said act.

Declaration.

Registres.

« 21. La corporation doit tenir à son siège social un ou plusieurs registres contenant:

a) une copie de la présente loi;

b) les règlements de la corporation adoptés en exécution des pouvoirs conférés par la présente loi;

c) les nom, prénoms, nationalité, adresse et fonction de chacun des membres de la corporation, son nom en religion, la date

« 21. The corporation must keep at its corporate seat one or more registers containing:

Registers.

(a) a copy of this act;

(b) the by-laws of the corporation made in the exercise of the powers conferred by this act;

(c) the surname, given names, nationality, address and occupation of every member of the corporation, her name in

de son admission dans la corporation et celle où il a cessé d'en être membre;

d) les nom et prénoms de chaque membre exerçant la fonction de supérieure générale de la congrégation, la date du début de sa fonction et celle de la fin de sa fonction;

e) les nom, prénoms et fonction de chaque membre du conseil des consultants de la corporation, la date du début de sa fonction et celle de la fin de sa fonction;

f) un résumé des dispositions des fondations que la corporation a acceptées sous le régime établi à l'article 7;

g) la liste des dettes garanties par hypothèque sur ses immeubles, la mention de la somme capitale de chacune d'elles, une description sommaire des immeubles hypothéqués et la mention des nom et adresse du créancier et, s'il s'agit d'émission de bons, d'obligations ou d'autres valeurs, la mention du nom du fiduciaire.

Force probante.

Ces registres font preuve *prima facie* de ce qui y est énoncé; il en est de même des extraits revêtus du sceau de la corporation et certifiés par la secrétaire de la corporation.

Examen, etc.

Toute personne intéressée peut en prendre communication et en obtenir, à ses frais, des extraits certifiés.

Certificat de membre.

« 22. Un certificat du chancelier de l'archevêché de Québec ou, suivant le cas, du diocèse dans lequel se trouve le siège social de la corporation, constitue à toutes fins la preuve que telle personne déterminée est membre de la corporation ou fait partie de son conseil de consultants ou exerce une fonction à laquelle s'applique la présente loi ou les règlements de la corporation.

Dissolution.

« 23. Le secrétaire de la province, à la requête de la corporation approuvée par son conseil de consultants et par le clerc exerçant à l'occasion la fonction d'évêque catholique romain du diocèse dans lequel se trouve le siège social de la corporation, peut déclarer la corporation dissoute; la dissolution ne prend effet qu'à compter du soixantième jour de la publication d'un avis à cet effet dans la *Gazette officielle de Québec*. Au cas de disso-

religion, the date of her admission to the corporation and the date when she ceased to be a member thereof;

(d) the surname and given names of every member holding the office of superior general of the congregation, the date of her entry into office and the date when she ceased to hold it;

(e) the surname, given names and occupation of every member of the council of advisers of the corporation, the date of her entry into office and the date when she ceased to hold it;

(f) a summary of the provisions of the endowments accepted by the corporation under section 7;

(g) a list of the debts secured by hypothec on its immovables, indicating for each the principal sum, a summary description of the immovables hypothecated and the name and address of the creditor or, as regards issues of bonds, debentures or other securities, the name of the trustee.

Such registers shall make *prima facie* proof of their contents, as shall extracts bearing the seal of the corporation and certified by its secretary. Proof of contents.

Any person interested may consult them and obtain certified extracts therefrom at his own expense. Consultation, etc.

« 22. A certificate of the chancellor of the archbishopric of Quebec or of the diocese where the corporate seat of the corporation is situated, as the case may be, shall constitute proof for all purposes that such a person is a member of the corporation or is a member of its council of advisers or holds an office to which this act or the by-laws of the corporation are applicable. Certificate of membership.

« 23. The Provincial Secretary, upon petition by the corporation approved by its council of advisers and by the clergyman acting for the time being as Roman Catholic bishop of the diocese where the corporate seat of the corporation is situated, may declare the corporation dissolved; such dissolution shall take effect only from the sixtieth day following the publication of a notice to that effect in the *Quebec Official Gazette*. In the case Dissolution.

lution, les biens de la corporation, après paiement de ses dettes et exécution de ses obligations, sont dévolus à l'évêque catholique romain de ce diocèse.

of dissolution, the property of the corporation, after payment of its debts and the carrying out of its obligations, shall revert to the Roman Catholic bishop of such diocese.

Donations
autorisées.

« 24. Nonobstant les dispositions de toute autre loi, les corporations constituées en vertu des lois de la province sont habilitées à faire à la corporation les donations qu'elles jugent convenables et à exécuter les engagements que pourraient comporter ces donations, et ce, afin d'aider la corporation à défrayer le coût de construction et d'entretien de ses établissements, dépendances et succursales, pourvu qu'il en soit ainsi décidé par les administrateurs, à la majorité des voix, au cours d'une assemblée des administrateurs qui aura été convoquée à cette fin et à laquelle il y aura quorum.

« 24. Notwithstanding the provisions of any other law, corporations constituted under the laws of the province are empowered to make to the corporation such gifts as they deem expedient and to carry out the commitments implied by such gifts in order to assist the corporation to defray the cost of construction and maintenance of its establishments, dependencies and branches, provided that it be so decided by the directors by a majority vote at a meeting of directors called for such purpose at which a quorum is present.

Gifts by
corporation.

Forma-
tion de
corpora-
tions sub-
sidiaries.

« 25. 1. Sur présentation d'une requête de la corporation, le lieutenant-gouverneur peut, aux conditions qui y sont énoncées, délivrer sous le grand sceau de la province des lettres patentes constituant en corporation, pour l'une ou plusieurs des fins mentionnées à l'article 4, toute maison, province, conseil, comité, titulaire, organisme ou œuvre de la congrégation. La requête doit indiquer le nom de la nouvelle corporation, ses fins ou objets, le lieu de son siège social, les pouvoirs, droits et privilèges dont elle jouira et les règles qui la régiront pour l'exercice de ses pouvoirs et la désignation de ses membres ou de son unique membre ou, selon le cas, de ses administrateurs et de son visiteur.

« 25. (1) Upon petition by the corporation, the Lieutenant-Governor may issue, on such conditions as are therein set out, letters patent under the Great Seal of the Province incorporating, for one or more of the purposes mentioned in section 4, any house, province, council, committee, officer, board or undertaking of the congregation. The petition shall state the name of the new corporation, its purposes or objects, the location of its head office, the powers, rights and privileges which it shall enjoy and the rules for the exercise of its powers and the appointment of its members or its sole member or of its directors and visitor, as the case may be.

Incorpo-
ration of
subsidi-
aries.

Avis.

2. Un avis de l'émission de ces lettres patentes doit être publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

(2) Notice of the issuing of such letters patent shall be published in the *Quebec Official Gazette*.

Notice.

Pouvoirs.

3. Une corporation ainsi constituée a les pouvoirs d'une corporation formée par lettres patentes sous le grand sceau de la province.

(3) A corporation so constituted shall have the powers of a corporation constituted by letters patent under the Great Seal of the Province.

Powers.

Change-
ment des
fins, etc.

4. A la requête d'une corporation constituée sous le régime du présent article, le lieutenant-gouverneur peut, par lettres patentes supplémentaires, modifier les fins et pouvoirs de cette corporation, ainsi que les règles établies pour leur exercice. Un avis de ces lettres patentes supplémen-

(4) Upon petition by a corporation constituted under this section the Lieutenant-Governor, by supplementary letters patent, may amend the objects and powers of such corporation as well as the rules established for the exercise thereof. Notice of such supplementary letters

Change of
objects,
etc.

taires est alors publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

Dissolu-
tion.

5. Sur présentation d'une requête d'une corporation constituée en vertu du présent article, et en conformité de l'autorisation donnée par son visiteur, le secrétaire de la province peut la déclarer dissoute et cette dissolution ne prend effet que le soixantième jour suivant la publication d'un avis à cette fin dans la *Gazette officielle de Québec*.

Dévolu-
tion des
biens.

6. Au cas de dissolution, les biens de la corporation dissoute sont dévolus à la corporation constituée par la présente loi après paiement de ses obligations.

Succes-
sion.

« 26. A la requête de la corporation, le lieutenant-gouverneur peut, par les lettres patentes constituant une corporation sous le régime de l'article 25, décréter que cette corporation succède à une corporation alors existante, et déclarer cette dernière éteinte, pourvu que cette dernière y ait consenti par résolution de son ou de ses administrateurs, ou de son ou ses membres, selon le cas.

Idem.

A la requête d'une corporation constituée sous le régime de l'article 25, le lieutenant-gouverneur peut édicter une disposition semblable en faveur de la corporation requérante et la faire succéder à une corporation semblable qui a donné son assentiment par son administrateur ou ses administrateurs.

Transfert
des droits,
etc.

La corporation qui succède à la corporation éteinte est saisie de tous ses droits, biens et privilèges et est tenue de ses obligations de la date d'émission de telles lettres patentes; toute disposition de biens faite en faveur de la corporation éteinte est considérée faite à la corporation qui lui succède et toute procédure qui aurait pu être commencée par la corporation éteinte ou contre elle peut être valablement commencée ou continuée par la corporation qui lui succède ou contre elle.

Enregis-
trement.

La corporation qui succède doit faire enregistrer, suivant les lois d'enregistrement, aux bureaux des circonscriptions dans lesquelles sont situés les immeubles, une déclaration faisant connaître la transmission des immeubles résultant de la présente loi et des dispositions de ses let-

patent shall then be published in the *Quebec Official Gazette*.

(5) Upon the petition of a corporation incorporated under this section and in conformity with the authorization given by its visitor, the Provincial Secretary may declare it dissolved and such dissolution shall not take effect until the sixtieth day following the publication of a notice to that effect in the *Quebec Official Gazette*.

(6) In case of dissolution, the property of the dissolved corporation, after payment of its obligations, shall revert to the corporation incorporated by this act.

« 26. Upon petition by the corporation, the Lieutenant-Governor, by the letters patent incorporating a corporation under section 25, may enact that such corporation succeeds a corporation existing at such time and declare the latter dissolved, provided that it has consented thereto by resolution of its director or directors or its members, as the case may be.

Upon petition by a corporation incorporated under section 25, the Lieutenant-Governor may enact the same provision in favour of the corporation which made the petition and cause it to succeed a similar corporation which has consented thereto by its director or directors.

The corporation succeeding the corporation dissolved shall be vested with all its rights, property and privileges and bound by its obligations from the date of issue of such letters patent; any disposition of property made in favour of the corporation dissolved shall be considered as made to the corporation succeeding it and all proceedings that might have been commenced by or against the corporation dissolved may validly be commenced or continued by or against the corporation succeeding it.

The succeeding corporation shall cause to be registered in conformity with the laws of registration, at the registry offices of the places where its immovables are situated, a declaration showing the transfer of immovables resulting from this act and from the provisions of its letters patent

tres patentes et décrivant suivant la loi les immeubles ainsi transmis.

and describing according to law the immoveables so transferred.

Corporation pour exploiter hôpital.

« 27. 1. Sur présentation d'une requête de la corporation, le lieutenant-gouverneur peut, aux conditions qui y sont énoncées, délivrer sous le grand sceau de la province des lettres patentes constituant une corporation aux fins de posséder, maintenir et exploiter un hôpital. La requête doit indiquer le nom de la nouvelle corporation, ses fins ou objets, le lieu de son siège social, les pouvoirs, droits et privilèges dont elle jouira et les règles qui la régiront pour l'exercice de ses pouvoirs et la désignation de ses membres et de ses administrateurs ainsi que de son visiteur s'il y a lieu.

« 27. 1. Upon petition by the corporation, the Lieutenant-Governor may issue, upon such conditions as are therein set out, letters patent under the Great Seal of the Province constituting a corporation for the purpose of owning, maintaining and operating a hospital. The petition shall state the name of the new corporation, its purposes or objects, the location of its head office, the powers, rights and privileges which it shall enjoy and the rules for the exercise of its powers and the designation of its members and directors and its visitor, if need be.

Corporation to operate hospital.

Avis.

2. Un avis de ces lettres patentes doit être publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

(2) Notice of such letters patent shall be published in the *Quebec Official Gazette*.

Notice.

Pouvoirs.

3. Une corporation ainsi constituée a les pouvoirs d'une corporation formée par lettres patentes sous le grand sceau de la province.

(3) A corporation so constituted shall have the powers of a corporation constituted by letters patent under the Great Seal of the Province.

Powers.

Changement des fins, etc.

4. A la requête d'une corporation constituée sous le régime du présent article, le lieutenant-gouverneur peut, par lettres patentes supplémentaires, modifier les fins et pouvoirs de cette corporation ainsi que les règles établies pour leur exercice. Un avis de ces lettres patentes supplémentaires est alors publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

(4) Upon petition by a corporation constituted under this section, the Lieutenant-Governor, by supplementary letters patent, may amend the objects and powers of such corporation as well as the rules established for their exercise. Notice of such supplementary letters patent shall then be published in the *Quebec Official Gazette*.

Amendment of objects, etc.

Dissolution.

5. Sur présentation d'une requête d'une corporation constituée en vertu du présent article, le secrétaire de la province peut la déclarer dissoute aux conditions qu'il détermine et cette dissolution ne prend effet que le soixantième jour suivant la publication d'un avis à cette fin dans la *Gazette officielle de Québec*.

(5) Upon petition by a corporation incorporated under this section, the Provincial Secretary may declare it dissolved on such conditions as he shall determine, and such dissolution shall not take effect until the sixtieth day following the publication of a notice to such effect in the *Quebec Official Gazette*.

Dissolution.

Dispositions applicables.

Toutes les dispositions actuelles et futures de la Loi des hôpitaux, des règlements faits en vertu de cette loi et de leurs modifications, s'appliquent à toute corporation constituée en vertu du présent article et une telle corporation ne doit pas y déroger.

All the present and future provisions of the Hospitals Act, of the regulations made thereunder, and of their amendments, shall apply to any corporation incorporated under this section and no such corporation shall derogate therefrom.

Provisions to apply.

Dispositions sauvegardées.

« 28. Les pouvoirs de la corporation doivent être exercés par la corporation conformément aux dispositions des lois et règlements qui régissent l'éducation en

« 28. The powers of the corporation shall be exercised by the corporation in accordance with the laws and regulations governing education, in so far as such

Provisions safeguarded.

autant que ces lois et règlements lui sont applicables.

laws and regulations shall apply to the corporation.

Disposi-
tions sau-
vegardées.

« 29. Aucune disposition de la charte de la corporation et notamment de la présente loi ne déroge aux dispositions de la Loi des hôpitaux, de la Loi de l'assurance-hospitalisation, et des lois qui régissent la pratique de la médecine, de l'art dentaire et de la pharmacie, ni aux règlements faits en vertu de ces lois, et les pouvoirs de la corporation doivent être exercés conformément à ces dispositions et règlements. »

“29. No provision of the charter of the corporation, or of this act in particular, shall derogate from the provisions of the Hospitals Act, the Hospital Insurance Act, the laws governing the practice of medicine, dentistry or pharmacy, or the regulations made under such laws or acts, and the powers of the corporation shall be exercised in accordance with such provisions and regulations.”

Provisions
safe-
guarded.

Entrée en
vigueur.

7. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

7. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.